

Pour les services publics, la culture et la création artistique : non à l'austérité !

Dans la culture, ça coupe à tous les étages

Au niveau du budget de l'État, Rachida Dati a défendu 130 millions d'euros de coupes budgétaires, dont 40 millions en moins pour la création et 33 millions en moins pour la « transmission des savoirs et de la démocratisation de la Culture ».

- **Les Régions baissent leur budget, comme les Pays De La Loire : moins 73 % pour la culture.**
- **La part collective du Pass Culture est gelé depuis le 1er février 2025.**
- **Des menaces de suppression du FONPEPS (fond d'aide à l'emploi dans le spectacle) ont commencé.**
- **Suspension des contrats de service civique du jour au lendemain**
- **Généralisation de l'obligation d'heures d'activité en contrepartie du RSA**

Comme pour les autres services publics (l'école, la santé...) le gouvernement coupe dans les budgets en espérant que les entreprises privées prendront la

relève de l'État, (oubliant que les deux sont pour tant liés

économiquement.)

Nous ne voulons pas nous retrouver avec une offre culturel détenu par quelques milliardaires

La Culture souffre, comme tous les services publics. Les structures culturelles n'arrivent plus à réaliser comme il se doit leurs missions de proposer un espace de création et d'accueil pour leurs publics. Les travailleurs et travailleuses de la culture arrivent de moins en moins à vivre de leurs métiers, une contradiction totale dans un pays qui se targue d'incarner une « exception culturelle ».

Les annonces du ministère ne seront jamais suffisantes tant que la ministre considérera que *être artiste* rime avec *être précaire*.

À l'heure où l'extrême droite est si forte que ses idées nauséabondes gangrènent une bonne partie du monde politique et médiatique et qu'elle affirme une culture identitaire d'exclusion et de repli identitaire et xénophobe, il nous faut réaffirmer et défendre notre attachement à un service public de la culture, inclusif, gratuit et largement réparti sur le territoire.

Le syndicat SUD Culture est donc ferme et décidé

- Nous voulons permettre aux publics et usagers de continuer à avoir accès à une politique culturelle de qualité.
- Nous exigeons l'annulation des coupes budgétaires annoncées et que cesse la casse des services publics.
- Nous voulons que l'argent public soit considéré et utilisé comme tel. Cet argent n'appartient pas aux ministres, aux président·es de région, maires en fonction etc. mais appartient à toutes.

- Nous voulons des services publics de la culture, par tous.tes et accessibles à tous.tes.
- Nous voulons que cessent les menaces sur le travail des auteurs, autrices, des artistes, des techniciens, techniciennes, du personnel administratif et d'accueil, des compagnies comme des lieux culturels.
- Nous voulons que la politique publique pour la culture soit ambitieuse et attentive à la réalité de nos métiers.

SUD Culture appelle à rejoindre et à être à l'initiative de tous les mouvements de luttes et les assemblées générales locales.